

Service Protection de l'Environnement
33, avenue de Romans
B.P. 96
26000 VALENCE

VALENCE, le 02/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GAEC BRUNEL

Les Bois Sud
26800 Étoile-sur-Rhône

Références : MR/2023-00676
Code AIOT : 0052603078

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2023 dans l'établissement GAEC BRUNEL implanté Les Bois Sud 26800 Étoile-sur-Rhône. L'inspection a été annoncée le 19/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAEC BRUNEL
- Les Bois Sud 26800 Étoile-sur-Rhône
- Code AIOT : 0052603078
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation est un élevage de volailles de chair composé de deux bâtiments d'élevage dont la capacité totale est 54550 emplacements.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan Pluriannuel de Contrôle (PPC)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 1 | Installations classées au titre de la rubrique 3660 | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45 | / | Sans objet |
| 2 | Dispositions générales | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3 | / | Sans objet |
| 3 | Dispositions générales | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4 | / | Sans objet |
| 4 | Dispositions générales | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5 > I. | / | Sans objet |
| 5 | Dispositions générales | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6 | / | Sans objet |
| 6 | Généralités | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9 | / | Sans objet |
| 7 | Généralités | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10 | / | Sans objet |
| 8 | Dispositions constructives | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 | / | Sans objet |
| 9 | Dispositions constructives | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 | / | Sans objet |
| 10 | Dispositif de prévention des accidents | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14 | / | Sans objet |
| 11 | Collecte et stockage des effluents | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23 > I | / | Sans objet |
| 12 | Epandage et traitement des effluents d'élevage | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26 | / | Sans objet |
| 13 | Epandage et traitement des effluents d'élevage | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1 | / | Sans objet |
| 14 | Emissions dans l'air | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31 > I | / | Sans objet |
| 15 | Déchets et sous-produits animaux | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34 | / | Sans objet |
| 16 | Déchets et sous-produits animaux | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35 | / | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------|--|--|-------------------|
| 17 | Autosurveillance | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation est bien entretenue toutefois l'exploitant doit affiner la gestion des apports entre le compost de déchets verts et effluents d'élevages.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations classées au titre de la rubrique 3660

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45 |
| Thème(s) : Élevage, GEREP |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020. |
| Constats : Non conforme |
| Observations : L'exploitant devra réaliser sa télédéclaration "GEREP" avant le 31 mars 2023 par le portail "monaiot" https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/ |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Dispositions générales

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3 |
| Thème(s) : Élevage, Conformité de l'installation à la demande d'autorisation |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation. |
| Constats : Conforme |
| Observations : Aucune modification n'est relevée depuis la précédente visite d'inspection. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Dispositions générales

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4 |
| Thème(s) : Élevage, Documents |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;- le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;- les bons d'enlèvements d'équarrissage (cf. article 34).Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. |
| Constats : Globalement conforme |
| Observations : L'exploitant a présenté le cahier d'épandage, prévisionnel de fumure, les bordereaux d'échanges des effluents, les bons d'enlèvements d'équarrissage mais ne dispose pas d'un suivi régulier de compostage. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Dispositions générales

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5 > I. |
| Thème(s) : Élevage, Implantation des bâtiments vis à vis tiers |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés à une distance minimale de :100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation, des hébergements et locations dont l'exploitant a la jouissance et des logements occupés par les anciens exploitants), des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme), ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ; cette distance est réduite à 50 mètres lorsqu'il s'agit de bâtiments mobiles d'élevage de volailles faisant l'objet d'un déplacement d'au moins 100 mètres à chaque bande ; cette distance peut être réduite à 15 mètres pour les stockages de paille et de fourrage de l'exploitation ; toute disposition est alors prise pour prévenir le risque d'incendie ;35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées ;500 mètres en amont des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation ;50 mètres des berges des cours d'eau alimentant une pisciculture, sur un linéaire d'un kilomètre le long de ces cours d'eau en amont d'une pisciculture, à l'exclusion des étangs empoisonnés où l'élevage est extensif sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Dispositions générales

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6 |
| Thème(s) : Élevage, Propreté du site |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. |
| Constats : Conforme |
| Observations : Les abords des bâtiments sont propres. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Généralités

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9 |
| Thème(s) : Élevage, Fiches de données de sécurité |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. |
| Constats : Conforme |
| Observations : L'exploitant a présenté les fiches de données de sécurité, ces dernières lui sont fournies par son intégrateur. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Généralités

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10 |
| Thème(s) : Élevage, Propreté du site |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction. |
| Constats : Conforme |
| Observations : Absence de poussières aux abords des bâtiments et dans les locaux. Des postes d'appâtage sont régulièrement déposés le long des bâtiments. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Dispositions constructives

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 |
| Thème(s) : Élevage, Défense incendie : Accès pompier |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. |
| Constats : Conforme |
| Observations : Le site est accessible par les secours par les voies de circulation au Sud et à l'Est. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : Dispositions constructives

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 |
| Thème(s) : Élevage, Défense incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés :— s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;— par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :— le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;— le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;— le numéro d'appel du SAMU : 15 ;— le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation. Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation. |
| Constats : Conforme |
| Observations : La vérification périodique des extincteurs a été réalisée le 02/02/2023. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 10 : Dispositif de prévention des accidents

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14 |
| Thème(s) : Élevage, Installations électriques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques. |
| Constats : Conforme |
| Observations : Cette prescription a été réalisée à la précédente visite d'inspection. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 11 : Collecte et stockage des effluents

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23 > I |
| Thème(s) : Élevage, Effluents |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 12 : Epandage et traitement des effluents d'élevage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26 |
| Thème(s) : Élevage, Épandage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'épandage sur des terres agricoles des effluents d'élevage, bruts ou traités, est soumis à la production d'un plan d'épandage, dans les conditions prévues aux articles 27-1 à 27-5. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 13 : Epandage et traitement des effluents d'élevage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1 |
| Thème(s) : Élevage, Épandage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les quantités épandues d'effluents d'élevage bruts ou traités sont adaptées de manière à assurer l'apport des éléments utiles aux sols et aux cultures sans excéder leurs besoins et leurs capacités exportatrices compte tenu des apports de toute nature qu'ils peuvent recevoir par ailleurs. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée. |
| Constats : L'exploitant doit affiner la gestion de ses effluents entre la production du compost de déchets vert et ses effluents d'élevage pour une fertilisation équilibrée. Le compost doit être préparé sur une aire permettant de récupérer les liquides d'égouttage ou au champ sur une parcelle dans la règle de rotation du positionnement, Le retour du tas sur un même emplacement ne peut pas intervenir avant un délai de 3 ans. Les articles 29 et 30 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 précisent: <ul style="list-style-type: none">- les andains font l'objet d'au minimum deux retournements ou d'une aération forcée.- la température des andains est supérieure à 55 °C pendant quinze jours ou à 50 °C pendant six semaines.- L'élévation de la température des andains est surveillée par des prises de température hebdomadaires, en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain.- Les résultats des prises de températures sont consignés sur un cahier d'enregistrement où sont indiqués, pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et de fin de compostage ainsi que celles de retournement des andains et l'aspect macroscopique du produit final (couleur, odeur, texture). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 14 : Emissions dans l'air

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31 > I |
| Thème(s) : Élevage, Propreté du site |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont prosrites.— les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ; |
| Constats : Conforme |
| Observations : Absence d'accumulation de poussières par les systèmes d'extraction d'air, les voies de circulations sont propres. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 15 : Déchets et sous-produits animaux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34 |
| Thème(s) : Élevage, Déchets |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. |
| Constats : Conforme |
| Observations : L'exploitant a présenté les bons d'enlèvements d'équarrissage de l'année précédente à travers l'application de son prestataire. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 16 : Déchets et sous-produits animaux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35 |
| Thème(s) : Élevage, Déchets |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 17 : Autosurveillance

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37 |
| Thème(s) : Élevage, Epandage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :1. Les superficies effectivement épandues ;3. Les dates d'épandage ;4. La nature des cultures ;5. Les rendements des cultures ;6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. |
| Constats : Conforme |
| Observations : L'exploitant dispose de l'application "mes parcelles" pour gérer les enregistrement des pratiques d'épandage. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |